ETAT D'URGENCE, 10 ANS APRES

PRESENTATION DU COLLOQUE

Il y a dix ans, la France était touchée par des attentats meurtriers qui ont à jamais marqué nos esprits. Au fil du temps, ces attaques ont laissé d'autres traces, sur nos libertés et droits fondamentaux, à travers l'adoption de nombreuses lois sécuritaires répressives. La liste des mesures et lois liberticides adoptées en France ces dix dernières années donne le vertige : Loi sur le renseignement légalisant des pratiques de surveillance administrative très intrusives ; état d'urgence permettant des perquisitions et assignations à résidence administratives abusives sans infraction pénale ; introduction dans le droit commun de mesures de surveillance administrative issues de l'état d'urgence ; création et extensions de nombreux fichiers policiers centralisés ; augmentation des pouvoirs d'enquête numérique ; usage débridé des « données de connexion » ; restriction d'accès à certains lieux et surveillance pendant la pandémie de Covid-19, etc.

En renforçant son appareil répressif et de contrôle, le pouvoir exécutif a, par la même occasion, augmenté son pouvoir de réprimer les opinions et comportements jugés divergents ou suspects. Ce contrôle est largement facilité par l'utilisation d'outils de surveillance numérique. Les événements exceptionnels justifient toujours plus de mesures tout aussi "exceptionnelles", ou de nouveaux outils techniques répressifs, qui ne seront jamais remis en cause par la suite.

Le colloque a pour objet de mettre en évidence que les mesures de contrôle et de surveillance adoptées ces dix dernières années représentent un danger pour nos droits à la vie privée, à la liberté d'expression, à la liberté de réunion pacifique, à la liberté d'opinion, de conscience et de pensée, à travers l'analyse de leur application et des cas concrets.

En effet, derrière des objectifs légitimes, tels que la lutte contre le terrorisme ou le crime organisé, de nombreuses dérives sont constatées. La définition floue de la notion de terrorisme pose déjà en soi problème, permettant de cibler des militant·e·s comme l'illustre l'émergence du vocable "écoterrorisme". En parallèle, les garde-fous démocratiques ne suffisent pas à endiguer ces abus et sont inefficaces face à un usage massif et peu contrôlé des moyens de surveillance mis en œuvre.

Ces journées doivent aussi être l'occasion de réfléchir à et de proposer des moyens juridiques et techniques pour contrer cette tendance lourde.

Participation uniquement en présentiel

Participation au colloque et aux ateliers des 6 et 7 juin 2025 est gratuite

Inscription est obligatoire et dans la limite des places disponibles

Cette session de formation satisfait à l'obligation de formation continue des avocats (Article 85 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991) et aux critères de la décision du CNB n° 2018-001 du 20 juillet 2018.

SAF Organisme de formation n° 11 75 54132 75 – Durée de la formation : 10 heures

Pour valider la formation - Il vous sera INDISPENSABLE d'émarguer la feuille de présence à chaque session de la journée de formation - le matin et l'après-midi.

Merci de bien vouloir remplir le questionnaire d'évaluation en fin de formation.

Une attestation de présence vous sera remise. Seul l'émargement fait foi pour les heures comptabilisées.

PROGRAMME

VENDREDI 6 JUIN 2025

Lieu : Auditorium de la maison des avocats, 11 Rue André Soares, 75017 Paris (à côté du Tribunal judiciaire).

Accueil : 8H30 – 9H

Allocution : 9H – 9H05

Matin : 9H05 – 12H30

Bilan critique de la loi sur le renseignement de 2015.

Modération : **Noémie Véron**, maître de conférences en droit public à l'Université de Lille.

- Point de vue du contrôleur : sous réserve.
- Point de vue d'un sociologue : **Didier Bigo**, rédacteur en chef de la revue « Cultures et Conflits » et professeur émérite à Sciences-po / CERI, spécialiste de la sociologie politique internationale et co-auteur de l'ouvrage « Intelligence Oversight in Times of Transnational Impunity » ;
- Point de vue d'une journaliste : **Camille Polloni**, journaliste à Mediapart, spécialiste des questions de renseignement ;
- Point de vue d'une personne concernée : « L'assignation à résidence : une mesure privative de liberté délétère prolongeant le spectre l'incarcération », **Kamel Daoudi**, ingénieur d'études en informatique, assigné à résidence depuis 17 ans (à distance)
- Point de vue d'un juriste : **Lilian Dailly**, maître de conférence en droit public à l'université de Poitiers, auteur de la thèse « Le renseignement : étude de droit public », publiée en juin 2025, éd. Mare & Martin ;
- Point du vue de la société civile : les propositions de l'Observatoire des Libertés et du Numérique pour améliorer le contrôle et les limites des services de renseignement, **Félix Tréguer** (membre de l'association La Quadrature du Net) et **Nohra Boukara** (membre du Syndicat des avocat-es de France).

Déjeuner : 12H30- 14H

Après-midi : 14H –18H

État d'urgence de 2015, 10 ans de dérives des répressions administratives

Introduction et modération : Judith Allenbach du Syndicat de la magistrature.

14H – 17H30 - Table ronde avec la participation de :

- **Anne Charbord**, juriste spécialiste des droits humains, engagée auprès des rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur la protection des droits de l'homme dans le contexte de la lutte contre le terrorisme ;
- **Stéphanie Hennette-Vaucher**, professeure de droit public à l'université Paris-Nanterre ;
- **Nicolas Klausser**, Chargé de recherche, Sociologie et sciences du droit au CNRS ;
- **Vincent Louis**, Doctorant en droit public à l'Université Paris Nanterre ;
- **Lucie Simon**, avocate, membre du Syndicat des Avocat·es de France ;
- **Sihem Zine**, juriste, fondatrice de l'association Action droits des musulmans.

17H30 - Conclusion : En 2025, comment retrouver la direction de l'État de droit ?

- **Nathalie Tehio**, présidente de la Ligue des droits de l'Homme.

SAMEDI 7 JUIN 2025

Après-midi : 13H30– 18H15

Lieu : Les Amarres, tiers lieu, 24 Quai d'Austerlitz, 75013 Paris.

Quelles résistances face à la répression et la surveillance ?

13H30 : Accueil

13H45 : Discussion - Retour sur la dernière décennie de répression : Quel constat ? Comment lutter ?

Avec les membres des associations de l'Observatoire des Libertés et du Numérique

15H00-17H00 : Atelier - Compréhension et échange sur les outils de surveillance étatique

15H00 – 16H30 : Atelier - Autodéfense numérique : Insécurités numériques et militantismes, comprendre les menaces pour anticiper les risques

Par l'Interhack

15H30- 16H30 : Atelier - Comprendre comment utiliser les outils juridiques (CADA, CNIL, ...) pour obtenir de l'information des administrations et documenter les politiques de surveillance

Par Technopolice Paris-Banlieue

15H30 – 17H00 : Discussion - Table ronde sur les violences d'Etat

Le Collectif de soutien aux inculpé-es du 8 décembre

Coordination contre la répression et les violences policières Paris-IDF

Campagne contre la dissolution d'Urgence Palestine

17H00 – 18H15 : Atelier - Militants/manifestants, s'opposer au fichage : mode d'emploi
Par des membres du SAF et du Syndicat de la magistrature

17H00 : Atelier - Présentation de l'outil Attrap (30 min)

Par La Quadrature du Net

Soirée : à partir de 18H15

Lieu : Les Amarres, tiers lieu, 24 Quai d'Austerlitz, 75013 Paris.

18H15 : Projection Film « Le Repli » suivi d'une discussion

20H00 : Concerts et DJ

PÉDAGOGIE

Objectifs pédagogiques : La formation a pour objectif de faire le point sur l'évolution des lois sécuritaires depuis 2015 et leur application concrète. Il s'agit de dresser un état des lieux sur l'ampleur des atteintes aux droits fondamentaux des personnes, des dévoiements des dispositifs sécuritaire, et de l'importance prise par la répression administrative, et la faiblesse du contrôle sur cette activité administrative. Il s'agit aussi d'ébaucher des pistes de réflexion et d'action sinon pour mettre un terme à cet état de fait, du moins se doter d'outils juridiques voire techniques pour se défendre contre l'intrusion des autorités dans la vie privée et pour se prémunir contre des mesures liberticides.

Compétences visées : améliorer connaissances théoriques et pratiques dans le domaine du renseignement et des mesures de police administrative sécuritaire; savoir identifier les ressources textuelles, pratiques et multidisciplinaires permettant d'assurer l'effectivité de droits de la personne

Public visé et prérequis: avocats, magistrats, associatifs, étudiants, juristes, tous professionnels œuvrant dans le domaine des droits fondamentaux, aucun prérequis.

Moyens pédagogiques techniques et d'encadrement : Présentation des textes (légaux et réglementaires) et des jurisprudences. Échange et partage d'expériences. Présentation des procédés techniques pour se protéger contre les intrusions dans la vie privée.

Modalités d'évaluation et moyens permettant de suivre l'exécution de l'action et d'en apprécier les résultats : la formation n'est pas sanctionnée par une évaluation des personnes participantes. En revanche, les personnes participantes seront destinataires d'un questionnaire d'évaluation de la qualité de la formation afin de permettre son amélioration.

Accessibilité aux personnes en situation de handicap : Nous contacter en cas de besoin d'accessibilité particulier pour un participant.